



Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC d'Aix - Bastia
Numéro d'inscription : 4100091386
SARL au capital social de 1 000 euros
SIRET : 900 310 988 00010 RCS de Nice
7, rue d'Autun – Bureau LPF - 06 000 NICE
Tél : 06 59 42 05 86 – sophie.cipri@ciso-strategie.com

**ASSOCIATION FRANÇAISE DES CENTRES DE
CONSULTATION CONJUGALE 06**
12 rue Michel Ange
06100 NICE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

À l'Assemblée Générale de l'Association Française des Centres de Consultation Conjugale des Alpes Maritimes (AFCCC O6)

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale du 12 décembre 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AFCCC O6 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Réserve pour limitation : en raison de l'insuffisance des procédures de contrôle interne concernant l'enregistrement des prestations de consultations et de l'impossibilité de justifier ces produits au moyen d'autres procédures, nous n'avons pu vérifier le montant du compte de produit de cette activité qui s'élève à 9 115 euros au 31 décembre 2024.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.I de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application de la comptabilité d'engagement.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la suffisance du contrôle interne mis en place et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- la comptabilisation des subventions et des prestations de services ;
- l'estimation des reports en fonds dédiés et des provisions pour reversement des subventions ;
- la conformité de la présentation des comptes annuels au référentiel adapté.

Par ailleurs, comme mentionné ci-avant, la note 2.I de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la comptabilité d'engagement. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables appliqués par votre association, nous avons vérifié la correcte application de ce changement de méthode.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association

À l'exception de l'incidence éventuelle des points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation

s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NICE, le 10/04/2025

Le Commissaire aux comptes

SARL CISO
7, Rue d'Autun - Bureau LPF
06000 NICE - Tél. 06.59.42.05.86
R.C.S. Nice 900 310 988
Inscrite à la Compagnie Régionale des
Commissaires aux Comptes d'Aux-Bastia
sous le numéro: 410 0091386

CISO, représenté par

Sophie CIPRI





AFCCC

Comptes annuels
31/12/2024



Période du 01/01/2024 au 31/12/2024 (Bilan)

Sommaire

1	Comptes annuels	3
1.1	Bilan Actif	4
1.2	Bilan Passif	5
1.3	Compte de résultat	6
1.4	Bilan actif (détail)	8
1.5	Bilan passif (détail)	9
1.6	Compte de résultat (détail)	10
2	Annexe	13






AFCCC

31/12/2024

Comptes annuels

Comptes annuels



Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL				
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	8 399	7 664	735	1 336
Immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
TOTAL		8 399	7 664	735	1 336	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	15		15	15	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
TOTAL		15		15	15	
Total I			8 414	7 664	750	1 351
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés				360
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	11 017		11 017	46 507
	TOTAL		11 017		11 017	46 867
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		206 915		206 915	169 229	
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾						
Total II			217 933		217 933	216 097
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			226 348	7 664	218 683	217 448
Renvois	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	17 346	17 346
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	21 875	-11 403
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	41 831	33 278
	Situation nette (sous-total)	81 052	39 221
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	514	898
	Provisions réglementées		
Total I		81 567	40 119
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	57 667	118 853
Total II		57 667	118 853
Provisions	Provisions pour risques	52 756	
	Provisions pour charges		
Total III		52 756	
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 971	5 380
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	22 721	18 498
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		34 597
Total IV		26 692	58 475
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		218 683	217 448
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	180	330
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		5 163
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	11 475	10 034
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	186 972	207 487
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 944	
	Utilisations des fonds dédiés	118 853	70 064
	Autres produits	181	3
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	320 606	293 083
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	52 805	47 085
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	Salaires et traitements	87 427	86 090
	Charges sociales	28 352	26 166
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	600	1 082
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	57 667	118 853
	Autres charges	0	1
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	226 853	279 280
1. Résultat d'exploitation (I-II)		93 753	13 802



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	450	14
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	450	14
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		450	14
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		94 204	13 817
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	383	961 18 500
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	383	19 461
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	52 756	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	52 756	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-52 372	19 461
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		321 441	312 559
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		279 609	279 280
EXCÉDENT OU DÉFICIT		41 831	33 278
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		4 575€ (305 heures)	
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		- 4 575€ (305 heures)	
Total			



ASS AFCCC

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2024





Table des matières

1	Présentation de l'entité	4
1.1	Identité, organisation	4
1.2	Faits caractéristiques de l'exercice	4
2	Principes et méthodes comptables	5
2.1	Référentiel comptable et méthode comptable	5
3	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	6
3.1	Actif immobilisé	6
3.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
3.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
3.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	11
3.1.4	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	11
3.1.5	Réévaluation	11
3.1.6	Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé	12
3.1.7	Informations relatives aux filiales et participations	12
3.1.8	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	12
3.2	Actif circulant	13
3.2.1	État des stocks	13
3.2.2	Stocks /Coût d'emprunt	13
3.2.3	Actif circulant / dépréciations	13
3.2.4	Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché	13
3.2.5	Précisions sur d'autres créances significatives	13
3.2.6	Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif	13
3.3	Dépréciation de l'actif	14
3.4	Fonds propres	14
3.4.1	Fonds propres	14
3.4.2	Le résultat de l'exercice	16
3.4.3	Réserve pour projet associatif	16
3.4.4	Autres fonds propres	16
3.4.5	Provisions	17
3.4.6	Passifs non comptabilisés	19
3.4.7	Fonds dédiés	19
3.4.8	Précisions sur d'autres dettes	20
3.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	22
3.6	Compte de résultat	23
3.6.1	Les cotisations	23
3.6.2	Subventions d'exploitation	23
3.6.3	Détail par financeur des subventions accordé sur l'exercice :	23
3.6.4	Contributions volontaires en nature	23
3.6.5	Montant détaillé des frais accessoires d'achat non enregistrés dans les comptes de charges par nature prévus à cet effet.	24
3.6.6	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	24



4	Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées	25
5	Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants	26
5.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	26
5.2	Informations relatives à l'effectif	26
6	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	27
6.1	Engagements financiers donnés et reçus	27
6.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)	27





1 Présentation de l'entité

1.1 Identité, organisation

L'association Française des Centres de Consultation Conjugale des Alpes Maritimes, créée en 1985, a pour but d'aider les personnes dans l'évolution de leur vie affective, sexuelle et sociale, spécialement dans leur relation de couple et de famille, et ce dans le respect de la liberté de chacun.

Implantation géographique : 06 plus spécialement les vallées du 06

Nature et périmètre de l'activité : public de tout âge des Alpes Maritimes, (depuis le fœtus jusqu'à la fin de vie).

Moyens mis en œuvre :

Locaux à Nice au siège de l'afccc, locaux chez nos partenaires des vallées et de Nice Nord (centres sociaux, maison de santé, collèges et écoles élémentaires, associations caritatives).

En 2024 : 3 salariés, 6 travailleurs indépendants

Bénévolat des membres qualifiés (CCF ou Psychologues) du CA sur certaines actions auprès du public, tenue de la comptabilité.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant





2 Principes et méthodes comptables

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.1 Référentiel comptable et méthode comptable

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La comptabilité 2024 a été tenue en comptabilité d'engagement.





3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés





3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	8 400	-	-	-	8 400
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	8 400	-	-	-	8 400
Immobilisations financières	Participations	15	-	-	-	15
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	15	-	-	-	15
Total général		8 415	-	-	-	8 415





3.1.1.1 Augmentations

Augmentations de l'exercice						
	Virements					
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Régularisation	Créations
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Immobilisations financières						
TOTAL			1 275		6 378	

3.1.1.2 Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
TOTAL					





3.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	7 064	601	-	7 664
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		7 064	601	-	7 664
Total général		7 064	601	-	7 064





3.1.2.1 Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice					
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Régularisation	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles		601			
TOTAL		601			

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
TOTAL			

3.1.2.2 Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
TOTAL			





3.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

3.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	7 064	601	-	-	-	7 664
TOTAL	7 064	601	-	-	-	7 664

3.1.5 Réévaluation

Immobilisations réévaluées	Valeurs brutes début d'exercice		Amortissement début d'exercice	
	Historique	Réévaluation	Historique	Réévaluée
Immobilisations Incorporelles				
Immobilisations Corporelles				
Immobilisations Financières				
TOTAL				

Immobilisations réévaluées	Valeurs brutes fin d'exercice		Amortissement fin d'exercice	
	Historique	Réévaluation	Historique	Réévaluée
Immobilisations Incorporelles				
Immobilisations Corporelles				
Immobilisations Financières				
TOTAL				





3.1.6 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé

Néant

3.1.7 Informations relatives aux filiales et participations

Néant

3.1.8 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Néant





3.2 Actif circulant

3.2.1 État des stocks

Néant

3.2.2 Stocks /Coût d'emprunt

Néant

3.2.3 Actif circulant / dépréciations

Néant

3.2.4 Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché

Néant

3.2.5 Précisions sur d'autres créances significatives

Néant

3.2.6 Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

3.2.6.1 Charges constatées d'avance

Néant

3.2.6.2 Écart de conversion actif

Néant





3.3 Dépréciation de l'actif

Néant

3.4 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissement affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

3.4.1 Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	17 346	-	-	-	17 346
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-		-	-	-
Réserves	-	-	-	-	-
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Report à nouveau Créditeur	6 071	15 804	-	-	21 875
Report à nouveau Débiteur	-17 475	17 475	-	-	
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-





Excédent ou déficit de l'exercice	33 279	-	-		41 831
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Situation nette	-39 221	-	-	-	81 052
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	1 540		-	-	1540
Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-641		-384		-1025
Provisions réglementées	-		-	-	-
TOTAL	40 120	-	-	-	81 567





3.4.2 Le résultat de l'exercice


Il se compose uniquement de résultat définitivement acquis à l'organisme ;

3.4.3 Réserve pour projet associatif

Le « projet associatif » est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'association ou de la fondation pour réaliser l'objet social

Néant

3.4.4 Autres fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres avec droit de reprise				
Apports				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés (avec charges)				
Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
Écarts de réévaluation				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables (par l'organisme)				
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (commodat)				

L'apport avec droit de reprise implique la mise à disposition provisoire d'un bien au profit de l'organisme. La convention fixe les conditions et modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf...). Cet apport est enregistré en fonds propres.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si les biens activés sont non renouvelables par l'entité qu'ils s'agissent de biens apportés sans droit de reprise ou de subventions d'investissement portant sur de tels biens (compte 13), le compte 1039 est débité par le crédit du compte 777 d'autres produits de gestion courante pour un montant égal à celui des amortissements ou au rythme de l'amortissement (subventions).



Provisions, fonds dédiés, autres passifs

3.4.5 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques		52 756		52 756
Provisions pour charges				
TOTAL		52 756		52 756

3.4.5.1 Augmentations/dotations

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			52 756
Provisions pour charges			
TOTAL	-	-	52 756

3.4.5.2 Diminutions/reprises

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL	-	-	-





3.4.5.3 Provisions pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Provisions pour risques d'emploi				
Autres provisions pour risques		52 756.55		52 756.55
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour charges				-
TOTAL		52 756.55		52 756.55

3.4.5.4 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Néant

3.4.5.5 Provisions pour médaille du travail

Néant

3.4.5.6 Provisions pour reversement d'une subvention

Une provision pour reversement de subvention est comptabilisée dès qu'il apparaît probable qu'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire ne pourront être atteints

Situations et mouvements	Provisions au début d'exercice	Augmentations : Dotation de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
<i>EVARS</i>		18 422		18 422
<i>LCPMA</i>		7 579		7 579
<i>Vallée</i>		26 755		26 755
TOTAL		52 757		52 757





3.4.6 Passifs non comptabilisés

Néant

3.4.7 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte "report des ressources non utilisées des exercices antérieurs".

3.4.7.1 Subventions de fonctionnement

	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)	Utilisation (789)		Transferts	à la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont versements		Montant global	Montant des fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices"
EVARS, Egalité femmes hommes	56 220,84		56 220,84			-	
LCPMJ, Egalité femmes hommes	22 814,96		22 814,96			-	
LCPMA, Précarité menstruelle femme	12 707,33		12 707,33			-	
Vallée, Grandir en milieu rural, EVARS	27 109,98		27 109,98			-	
						-	
ARS 2425, ARS Sub 2024-2025		22 500,00				22 500,00	
LCPMA, DDEETS Sub 2024 LCPM		7 500,00				7 500,00	
LCPMC 2025, Subvention DRDFE SMS 2024		6 992,31				6 992,31	
EVARS 2024, Subvention DRDFE SMS 2024		20 674,69				20 674,69	
TOTAL	118 853.11	57 667.00	118 853.11	-		57 667.00	-

Il est à noter qu'une partie du financement de la DRDFE pour l'EVARS 2024 sera utilisée sur le budget de la lutte contre la précarité menstruelle 2025 à hauteur de 20 675 €. La prorogation et le transfert de budget a été accordée par le financeur.





3.4.7.2 Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)	Utilisation (789)		Transferts	A la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont rembours ements		Monta nt global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices"
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-

3.4.7.3 Ressources liées à la générosité du public

	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)	Utilisation (789)		Transferts	A la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont rembours ements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices"
Legs ou donations							
Donations temporaires d'usufruit							
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-



3.4.8 Précisions sur d'autres dettes

3.4.8.1 (Produits constatés d'avance)

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance »

3.4.8.2 Subventions à reverser

Le poste « subvention à reverser » constate l'obligation de reversement de subventions lorsqu'il est établi de manière définitive que l'un ou plusieurs objectifs fixés dans la



condition résolutoire contenue dans la convention d'attribution de subvention ne pourra (ont) être atteint (s).





3.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	-		
	Autres	11 017,38	11 017,38	
Charges constatées d'avance		-	-	
TOTAL		11 017,38-	11 017,38-	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		3 971-	3 971		
Dettes fiscales et sociales		22 271	22 271		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		-			
Produits constatés d'avance		--	-		
TOTAL		26 692	26 692		





Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

3.6 Compte de résultat

3.6.1 Les cotisations

Le fait générateur de la comptabilisation des cotisations adhérents est l'encaissement.

3.6.2 Subventions d'exploitation

La part du financement à comptabiliser en produit de l'exercice est déterminée par une évaluation des dépenses "justifiables" engagées dans la période de référence, lorsque le rapport financier n'a pas été établi avant la clôture des comptes. C'est le cas notamment des financements pluriannuels.

3.6.3 Détail par financeur des subventions accordé sur l'exercice :

Financier	Objet	Montant
Département	Subvention de fonctionnement	1 500
CAF	Aide au fonctionnement	20 000
Etat	EVARS	34 597
MSA	prev et traitement des violences conjugales et intrafamiliales	10 000
ARS	EAJ - Info santé sexuelle.	45 000
Etat	Santé menstruelle et santé sexuelle en milieu scolaire	41 500
Préfet	lutte précarité menstruelle dans les territoires ruraux	22 395
Préfet	Mesure de revalorisation salariale	8 980
Préfet	Aide au fonctionnement	3 000
TOTAL		186 972



3.6.4 Contributions volontaires en nature

Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.



Les contributions volontaires en nature sont valorisées au 31/12/2024, à hauteur de 4 575€ pour 305 heures de bénévoles.

3.6.5 Montant détaillé des frais accessoires d'achat non enregistrés dans les comptes de charges par nature prévus à cet effet.

Néant

3.6.6 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	3 360€	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux		





4 Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées

Néant





5 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

5.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Les dirigeants de l'association ne sont pas rémunérés.

5.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres		
Agents de maîtrise et Techniciens	2	
Employés		
Ouvriers		
TOTAL		





6 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

6.1 Engagements financiers donnés et reçus

6.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)

L'association n'a pas d'engagement de retraite ni d'avantage assimilé au 31/12/2024.

